

Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12 n° 11, 8 juillet 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Le G-20 apporte des réponses face à la crise alimentaire.....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	2
Travailler sur un nouveau paquet pour Décembre2	
SUR LE FIL.....	3
Le Commissaire européen au commerce courtise les Etats-Unis pour valider son plan pour Doha	3
Restrictions commerciales: la Chine perd face aux Etats-Unis	3
Pour lutter contre le commerce illicite de son bois, le Libéria signe avec l'UE un accord	4
NOUVELLES REGIONALES	5
Pour une cohérence des politiques, ENDA a appelé à un dialogue régional pour harmoniser les politiques.....	5
La rencontre panafricaine sur le coton débouche sur une feuille de route.....	6
EVÉNEMENTS.....	6
PUBLICATIONS	7

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO

Equipe éditoriale d'ICTSD : Clément BONNEROT

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Le G-20 apporte des réponses face à la crise alimentaire

Les 22 et 23 juin, les ministres de l'agriculture du G-20 se sont réunis à Paris pour examiner de façon générale la situation de l'agriculture mondiale et proposer des solutions pour venir à bout de la volatilité des prix agricoles.

Les ministres se sont engagés à la limitation de la spéculation financière et la mise en place d'un plan d'action global afin de mieux répondre aux crises alimentaires.

Ce plan d'action s'appuie sur cinq piliers :

- améliorer la production et la productivité agricoles pour subvenir aux besoins de la population mondiale, qui devrait atteindre 9,1 milliards de personnes d'ici 2050 selon les Nations Unies;
- accroître l'information et la transparence du marché;
- renforcer la coordination politique internationale;
- améliorer et développer les outils de gestion des risques pour les gouvernements ;
- améliorer le fonctionnement des marchés dérivés.

Le défi de l'information

Les ministres de l'agriculture du G-20 font du partage de l'information une priorité. Il s'agira plus exactement d'amener les pays agricoles clés à partager leurs données concernant leurs stocks de produits alimentaires (notamment le riz, le maïs et le blé).

Cette stratégie permettra d'améliorer les perspectives du marché, et de pouvoir réguler les prix, à défaut de pouvoir contrôler leur évolution. Afin de mettre en œuvre cette stratégie, le G-20 compte mettre sur pied un Système d'information des marchés agricoles (AMIS) qui sera hébergé par la FAO, à Rome. Les pays qui se montraient réticents comme par exemple certains pays du Sud (l'Inde et la Chine principalement) ont pu rejoindre la marche.

Les ministres de l'agriculture se sont également attaqués à la question de la régulation des marchés financiers et ont demandé à leurs collègues en charge des questions financières de la prendre en compte et d'en débattre lors de leur prochaine rencontre au courant du mois de juillet. Ces « résolutions » que les ministres de l'agriculture ont prises semblent suivre les recommandations des experts comme Olivier De Schutter, qui avait identifié cinq priorités pour améliorer à long terme la sécurité alimentaire mondiale :

1. réguler et rendre plus transparents les marchés des produits dérivés agricoles
2. encourager le développement
3. créer des infrastructures de stockage régionales
4. accroître la fourniture de biens publics
5. soutenir l'autosuffisance des pays par des stratégies fondées sur le droit à l'alimentation
6. renforcer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire

Synthèse ENDA

Sources: Olivier de Schutter, Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, <http://www.srfood.org/index.php/fr>

Accord du G 20 sur la volatilité des prix, http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/06/23/accord-au-g20-agricole-sur-la-lutte-contre-la-volatilite-des-prix_1539953_3234.html#ens_id=1537511

NOUVELLES DE L'OMC

Travailler sur un nouveau paquet pour Décembre

La prochaine conférence ministérielle de l'OMC se tiendra en Décembre à Genève. Rien dans l'état d'avancement des discussions n'augure la conclusion du cycle à cette date. Les grands dossiers que sont l'agriculture, les produits industriels, la propriété intellectuelle et les services sont encore très loin de déboucher sur un accord entre les membres de l'OMC.

Les écarts entre les positions sont encore importants, mais ce n'est pas pour autant que les négociateurs baissent les bras.

Au cours de la réunion du comité de négociation commercial du 22 juin 2011, le directeur général de l'OMC Pascal Lamy demandait aux négociateurs de réfléchir à un nouveau paquet qui sera proposé aux ministres en décembre. Le contenu du paquet était l'objet de fortes divergences entre certains pays développés du G-7 et d'autres pays du Sud. Le premier groupe, composé de l'Australie, l'UE, le Japon et les États-Unis, estimait qu'il fallait trouver un paquet qui prévoirait la facilitation des échanges, les subventions au secteur de la pêche et les biens environnementaux. Le second groupe, composé essentiellement des pays du BIC (Brésil, Inde, Chine) plaident en revanche pour un paquet plus modeste qui répondrait principalement aux intérêts des PMA. Un compromis a pu finalement être trouvé.

À présent, les négociateurs travaillent d'une part sur les avantages commerciaux pour les pays les plus pauvres et d'autre part sur "la facilitation des échanges, la concurrence à l'exportation, le mécanisme de surveillance pour le TSD et

l'harmonisation des subventions à la pêche et les biens et services environnementaux».

Cependant, il n'y a aucune garantie de réussite, comme l'a précisé Lamy qui estime que cela constitue « beaucoup de travail et bien des défis ». « Il n'y a pas de garantie de réussite », a-t-il poursuivi, « mais le jeu en vaut la chandelle — et nous nous devons d'aboutir ».

Passer par les petits groupes pour débloquer la situation

Conformément à son agenda, le DG de l'OMC continue de travailler avec de petits groupes de pays afin de contourner les difficultés au niveau multilatéral. Dans ce cadre, le 20 juin, il a rencontré le G-7 composé de l'Australie, Brésil, Chine, UE, Inde, Japon et États-Unis. Ce genre de rencontre communément appelé « salon vert » permet d'établir des points de convergence.

Sources : Déclaration du Directeur général de l'OMC Pascal Lamy lors de la réunion informelle du Comité des négociations commerciales du 22 juin 2011

http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/tnc_instat_22jun11_f.htm

SUR LE FIL

Le Commissaire européen au commerce courtise les Etats-Unis pour valider son plan pour Doha

M. De Gucht, le Commissaire européen au commerce est convaincu qu'il n'y a pas d'alternative crédible au cycle de Doha pour la libéralisation du commerce mondial. L'abandonner maintenant entraînerait selon lui une « *érosion de tout le système réglementaire qui sous-tend les marchés libéralisés* ».

Fort de cet argument, il a fait un déplacement aux Etats-Unis pour présenter sa stratégie au cours

d'un déjeuner à la Chambre de commerce américaine. Cette stratégie qu'il considère comme une sorte d'« acompte », est un mini-paquet qui rejoint la stratégie de Lamy. Mais cette stratégie recommande en plus qu'un engagement soit pris par les membres de l'OMC de ne pas augmenter les droits de douanes existants et bien entendu de ne pas en créer de nouveaux.

Par ailleurs, la proposition du Commissaire prévoit de reporter les questions relatives aux produits agricoles et aux produits industriels en 2012, donc précisément après l'élection présidentielle américaine et pour cause : les américains n'étant pas très enthousiastes à l'idée d'une conclusion du cycle dans la mesure où il subsiste encore de nombreuses divergences entre les différents partis. Le gouvernement américain se concentre en revanche sur les accords commerciaux régionaux qu'ils négocient avec certains pays, demandant ainsi au Congrès de ratifier trois accords bilatéraux de libre-échange conclus respectivement avec la Corée du Sud, le Panama et la Colombie.

Synthèse ENDA

Sources : Preprod Europolitique

<http://preprod.europolitique.abccom.cyberscope.fr/politiques-externes/a-washington-m-de-gucht-presente-son-plan-pour-sauver-doha-art307674-37.html>

Restrictions commerciales: la Chine perd face aux Etats-Unis

Le groupe spécial de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC vient de se prononcer sur le différend qui oppose la Chine et les Etats Unis au sujet de mesures chinoises visant à limiter l'exportation de matières premières.

L'ouverture de négociations était demandée par les Etats-Unis depuis le 23 juin 2009. Ils contestaient

les 32 mesures que la Chine a prises pour restreindre l'exportation de matières premières, notamment certaines formes de bauxite, de coke, de spath fluor, de magnésium, de manganèse, de carbure de silicium, de silicium métal, de phosphore jaune et de zinc.

Les plaignants avaient soutenus que ces mesures n'étaient non seulement pas conformes aux engagements chinois pris lors de son entrée dans l'OMC, mais qu'elles provoquaient en plus la pénurie et l'augmentation du prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Le groupe spécial a donc donné raison aux plaignants en soulignant dans son rapport rendu le 5 juillet que la Chine s'était engagée à éliminer tous les freins à l'exportation (taxes) sauf pour un certain nombre de produits clairement spécifiés dans une annexe de son Protocole d'accession. Le groupe spécial a aussi constaté que les contingents d'exportation imposés par la Chine pour certaines des matières premières étaient incompatibles avec les règles de l'OMC.

Une telle décision pourrait encourager certains, comme l'UE, à envisager une plainte contre la Chine quant à la limitation de ses exportations de terres rares, un groupe de métaux très utilisés dans l'électronique.

Source : Règlement des différends, affaire DS394, http://wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds394_f.htm#bkmk394r

Pour lutter contre le commerce illicite de son bois, le Libéria signe avec l'UE un accord

Pour lutter contre le commerce illicite du bois, le Libéria, un état de la CEDEAO, a signé au début du mois de mai un accord de partenariat volontaire (APV) avec l'Union Européenne.

Cet accord est un moyen de lutter efficacement contre le commerce illicite du bois. L'accord envisage la mise en place de code-barres apposés sur les arbres qui permettraient de s'assurer que ces derniers ne proviennent pas d'exploitations illégales. Il envisage aussi que les produits forestiers comme le papier soient certifiés par un organisme indépendant comme provenant exclusivement d'arbres abattus légalement.

Cet accord s'intéresse par ailleurs tout particulièrement à l'application des lois forestières telles que prévues par le plan FLEGT (plan on Forest Law Enforcement, Governance and Trade) de l'Union Européenne.

En ce qui concerne le Libéria, l'APV apparaît quasiment comme une planche de salut pour l'exploitation forestière légale. Abritant la moitié des forêts tropicales humides d'Afrique orientale, le pays a vu la levée des sanctions de l'ONU à l'encontre de ses exportations de bois il y a cinq ans ; mais en raison de conditions météorologiques défavorables et du mauvais état des routes, l'année 2010 a vu une baisse de 30,4% des exportations de produits forestiers.

Toutefois, selon l'Institut Européen de la Forêt, « la demande pourrait augmenter compte tenu de la tendance croissante dans les pays consommateurs à exiger la preuve que les exportateurs de bois et de produits forestiers traitent du bois légal. ».

Aussi, cet accord marquera définitivement la fin d'une ère pour le Libéria. En effet, pendant plus de dix ans, la vente du « bois de la guerre » a servi à financer le conflit qui a ravagé le pays dans les années 1990, forçant les Nations Unies à adopter des sanctions sur les exportations de bois libériennes. Grâce à ce nouvel accord, le Libéria espère de nouveau attirer des sociétés d'exploitations étrangères et relancer ainsi son économie. L'UE s'est félicitée de cette avancée

positive dans un communiqué, déclarant que « *d'ici le début de l'année 2014, tous les convois de bois en provenance du Libéria et à destination de l'UE devront être accompagnés d'une autorisation attestant de leur origine légale* ».

Par le passé, l'UE avait déjà signé des accords de ce genre avec les principaux pays producteurs de bois, notamment le Ghana, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo et l'Indonésie.

Synthèse ENDA

Sources : [Eclairage, Volume 10, Numéro 4](#), Juin 2011 <http://ictsd.org/i/news/eclairage/108833/>
Afrique en ligne
<http://www.afriquejet.com/afrique-de-l%27ouest/liberia/l%E2%80%99union-europeenne-et-le-liberia-signent-un-accord-commercial-historique-2011051011354.html>

NOUVELLES REGIONALES

Pour une cohérence des politiques, ENDA a appelé à un dialogue régional pour harmoniser les politiques

ENDA Tiers-Monde Systèmes et Prospective (syspro) a organisé les 29 et 30 juin un dialogue régional sur la cohérence des politiques en Afrique de l'Ouest.

Cette rencontre a réuni pendant deux jours des membres de la société civile, des fonctionnaires d'Etats, des fonctionnaires de la CEDEAO ainsi que des représentants de certaines structures d'appui au développement comme l'AFD et la Francophonie. Ce dialogue a aussi bénéficié de la participation de chercheurs et universitaires ainsi que de membre du secteur privé. Ce dialogue a servi de cadre d'échange multi-acteurs autour de la problématique des politiques en Afrique de l'Ouest, en permettant aux acteurs d'identifier les

espaces d'incohérences entre les politiques et d'y apporter des solutions appropriées

Ce dialogue a passé en revue un certain nombre de questions relatives aux politiques sectorielles que la région est soit en train de mettre en place soit en train de concevoir.

Les participants ont noté que ces nombreuses incohérences ralentissaient le processus d'intégration régionale et le développement d'un espace économique fort et intégré. Ces effets sont d'autant plus contraignants que les pays de la région se sont engagés simultanément pour la réalisation d'une panoplie de processus et d'initiatives de libéralisation économique et de négociations commerciales à échelle nationale ou régionale et ce de façon bilatérale ou multilatérale.

Les pays d'Afrique de l'Ouest se retrouvent aujourd'hui intégrés à un vaste réseau d'obligations et d'engagements contraignants avec des partenaires souvent plus puissants qu'eux. N'ayant pas les moyens d'harmoniser ces engagements et les politiques qui en résultent, ces pays se retrouvent finalement impuissants face à leurs partenaires étrangers.

Ce dialogue a abouti à la mise en place d'un Observatoire régional destiné à renforcer la cohérence des politiques publiques, à accélérer l'intégration et le développement économique des pays d'Afrique, et en particulier d'Afrique de l'Ouest.

Source : ENDA syspro

La rencontre panafricaine sur le coton débouche sur une feuille de route

Une réunion panafricaine sur le coton vient de se tenir à Cotonou du 27 au 29 juin 2011 sous l'égide de la CNUCED.

Cette conférence multipartite de haut niveau vient de proposer une feuille de route panafricaine pour la décennie. Les discussions ont notamment porté sur:

- l'accroissement de la productivité ;
- l'amélioration de la commercialisation ;
- l'accroissement de la valeur ajoutée.

La feuille de route devra se baser sur les stratégies régionales et nationales existantes ainsi que sur le partenariat UE-Afrique sur le coton et son Cadre d'action. Les experts et participants à cette rencontre ont formulé les demandes suivantes :

- prendre des mesures pour accroître les rendements
- améliorer le financement aux agriculteurs et aux commerçants afin d'accroître leur efficacité et leur compétitivité
- encourager le traitement local de la production cotonnière dans l'optique de stimuler la création d'emplois.

En marge de cette rencontre, le Secrétaire Général de la CNUCED M. Panitchpakdi a proposé la mise en place dans les différents pays africains d'un cadre institutionnel pour organiser les producteurs ; la création d'un centre conjoint de recherche sur la gestion de l'eau, de la qualité des engrais et des semences, ainsi que la mise en place de politiques en matière de résotage.

L'objectif que devraient poursuivre les gouvernements africains est l'accroissement de la valeur ajoutée. Mais cela passera par la mise en place de cadres réglementaires et juridiques pour mieux attirer les investisseurs. Il faudra aussi,

toujours selon le Secrétaire Général de la CNUCED, « des institutions appropriées, un investissement et de meilleures technologies » pour le développement du coton africain. Le commerce entre les pays du Sud, et notamment avec les pays émergents, pourrait représenter un atout à exploiter.

Source : Actu Bénin

<http://www.actubenin.com/2011/?Reunion-panafricaine-de-Cotonou>

ÉVÉNEMENTS

OMC

11 – 15 juillet, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

15 juillet, 15ème série de consultations dans le cadre du Mécanisme du cadre consultatif du Directeur général en faveur du coton - Aide au développement en faveur du coton

15 juillet, Organe de règlement des différends

18 – 19 juillet, Troisième Examen global de l'Aide pour le commerce

Hors OMC

11-12 Juillet, Genève, Suisse. Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) : Conférence sur l'innovation et le changement climatique. <http://www.wipo.int/climate/en/>

8 juillet, Trente, Italie. Les stratégies locales et régionales pour relancer le développement économique et l'emploi. [Conférence](#) ouverte à la presse et organisée par le [Centre OCDE LEED de Trente](#). <http://www.oecd.org/document>

18-19 juillet, Genève, Suisse, lancement du : 'Panorama de [l'aide pour le commerce](#) 2011 : Montrer les résultats, dans le cadre du 50e anniversaire de l'OCDE. Avec le Secrétaire général de l'OCDE. <http://www.oecd.org/document/>

PUBLICATIONS

OCDE: **African Central Government Debt**

2011 Statistical. Date de publication le 27 Juin

2011. Langue: Anglais

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp>

OCDE – FAO, **Agricultural Outlook 2011-2020**

OECD, Food and Agriculture Organization of the United Nations. Date de publication : 17 Juin

2011. Langue: Anglais

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp>

OCDE, **African Economic Outlook 2011**

Africa and its Emerging Partners Africa and

its Emerging Partners OECD, African

Development Bank, United Nations Economic

Commission for Africa (UNECA), United

Nations Programme Development.

Publié par : OECD Publishing.

Date de Publication: 16 juin 2011.

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp>

[Dave Wilkins](#), IISD, **Strategy for Achieving**

Transformative Change: Better living for all—sustainably. Publication d'IISD. 2011.

<http://www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=1460>